53e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 17 23 AVRIL 1936

L'AMI DU CLERGÉ

Parait à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. La vie à Paris sous la Révolution, d'après G. Lenôtre. — Causes de la Révolution : la France est trop heureuse. — L'esprit de critique, d'indépendance, de changement se répand partout. — Preuves de l'état général de prospérité, même dans les campagnes. — II. Réunion des Etats-Généraux. — Prise de la Bastille. — III. La Garde nationale. — La chasse. — IV. Les dons volontaires. — La fête de la Fédération. — V. Détestable influence du journal *Les Révolutions de Paris*. — VI. Fuite du Roi et son retour. — Accalmie. — VII. Les journées des 20 juin et 10 août. — Les Marseillais. — Les vrais chefs. — VIII. La mort du Roi. — Scènes du vote. — L'exécution.

I

L'histoire est en perpétuelle révision. Depuis quelques années, un grand nombre d'écrivains du plus grand talent se sont attachés à réhabiliter, dans une certaine mesure, le XVIIIe siècle, qui fut si longtemps réputé un temps de pure frivolité, d'immoralité continue et scandaleuse, d'irréligion effrontée et agressive. S'il est impossible de nier que le siècle de la Révolution fut un peu tout cela, il n'en est pas moins vrai que, sous ses dehors superficiels et évaporés, il conservait un fonds de travail, de sérieux, de grandeur et qu'en tout cas il fut un siècle d'élégance et de beauté. Gaxotte a été l'un des premiers à réagir contre les idées acquises, dans son livre si brillant sur Louis XV. La *Revue hebdomadaire* a publié, depuis le 8 février 1936, une série de conférences données par Louis Madelin sur « Le Crépuscule de la Monarchie. » Il n'y a pas encore très longtemps, M. François Pietri, l'un de nos hommes d'Etat les plus avertis et les plus laborieux, grand administrateur et grand serviteur du pays, a publié un livre très remarquable sur *La Réforme de l'Etat au XVIIIe siècle* [1], où il prouve combien d'efforts se sont dépensés, en vain il est vrai, sous la monarchie finissante, pour la refonte non point du régime, mais des institutions fiscales et gouvernementales. Plus récemment encore, M. Bernard Fay a décrit, en une étude très vivante et très originale, l'action de la maçonnerie dans la société du XVIIIe siècle. Tout cela modifie, amplifie, complète notre connaissance d'une époque riante et grisante, que le nom de Voltaire ne suffit pas cependant à résumer tout entière.

Et voici que la *Revue des Deux Mondes*, en quatre nos successifs, depuis le 15 décembre 1935, nous a donné de son côté une étude posthume du regretté Gabriel Lenôtre, ce connaisseur si averti, si indépendant, si impartial des choses de la Révolution, sous le titre prometteur que voici : *La Vie à Paris sous la Révolution*. Ce sont ces articles, si pleins et si instructifs, que nous allons essayer de condenser ici en quelques pages.

« Parmi les causes multiples de la Révolution, on néglige généralement d'en signaler une : la France, au temps de Louis XVI, était trop heureuse. » Nos trisaïeuls étaient fiers d'être Français. La Révolution n'a pas éclaté dans un temps misérable et au sein d'un peuple miséreux. Les Français ont tout de suite cru que leur pays allait régénérer le monde. Les audaces de la Révolution en face de l'Europe indiquent une nation gonflée de sève, d'orgueil, d'assurance, qui se croit appelée à une mission immense. Ce haut sentiment n'aurait pu naître au cœur d'infortunés ilotes. On a beaucoup parlé, chez nous, à cette date, de « chaînes à secouer », de « despotisme » à détruire, de « tyrannie » à renverser. Ne soyons pas trop dupes des phrases pompeuses. Les Français avaient la conviction d'appartenir à la nation la plus raffinée, la plus élégante, la plus industrieuse et même la plus riche du monde. Toutes les chancelleries avaient adopté notre langue. Toutes les cours avaient copié nos usages, toutes les aristocraties étaient jalouses de la nôtre. Le moindre bourgeois parisien jugeait inutile d'aller voir ailleurs « des choses inférieures à ce qu'il possédait chez lui. » Il n'y avait au monde qu'un roi, celui de France, et qu'un palais, celui de Versailles. « Qu'est-ce que votre roi ? disait Mercier, l'auteur du *Tableau de Paris*, à un Anglais. Il est mal logé, ça fait pitié. Voyez le nôtre : est-ce un château superbe ? Quelle grandeur ! Quel éclat ! »

Les *Mémoires* du temps ne sont remplis que du récit des fêtes, que du sentiment d'une vie facile et glorieuse. Les cadres sociaux de la bourgeoisie sont solides et réguliers. L'artisan, le commerçant savent que le fils succède à son père, sans à-coup, sans inquiétude sérieuse pour le lendemain. Vingt collèges dispensent l'instruction supérieure ; les examens sont abordables ; les boursiers sont

[1] Aux Editions de France, 20, rue Rapp, Paris ; 20 fr.

nombreux ; l'externat est gratuit. Une école royale de dessin instruit 1.500 enfants, gratuitement, des éléments des arts, où l'on peut se faire une carrière agréable et commode. La Sorbonne, qui a 60.000 livres de rentes, distribue la science théologique à une foule d'étudiants pauvres, pour qui la carrière ecclésiastique offrira des avantages qui sont loin d'être tous de l'ordre religieux ! Que d'abbés, parmi les « philosophes » de ce temps !

— Mais les paysans, direz-vous, ceux-là au moins étaient dans la plus effroyable et la plus générale misère !

— M. Lenôtre n'en est pas convaincu. Il récuse le témoignage d'Arthur Young, que l'on a trop écouté, et dont pourtant « les opinions ne comptent guère, tant ce voyageur est de mauvaise foi. »

« Le Dr Rigby, dont le journal de route est de 1789, avoue qu'il croyait « les Français légers, insignifiants, d'un extérieur chétif et vivant dans une misérable condition, causée par l'oppression de leurs maîtres. » Les premiers de nos compatriotes qu'il aperçoit, — des marins, — lui paraissent, à son grand étonnement, « énergiques et joyeux » ; les femmes sont « fortes et bien musclées », les soldats « beaux et robustes », les routes « parfaitement entretenues ». En avançant vers Paris, il est ébahi de la fertilité du pays : « Pas un acre qui ne soit dans l'état de la culture la plus ingénieuse ; on ne supposerait pas qu'une disette pût jamais avoir lieu ; tout ce que nous voyons porte la marque du travail ; tous les gens paraissent satisfaits... Les paysans, en Angleterre, ne sont certainement pas aussi aisés ; en tout cas ils sont loin de paraître aussi heureux. » Les paysannes portent sur leur dos « de hautes et lourdes hottes ; elles ont toutes de très beaux bonnets sur leurs cheveux poudrés ; elles sont parées de boucles d'oreilles, de colliers, de croix. » Et la cuisine est admirable : « des fricassées à faire les délices d'un alderman de Norwick », et Rigby conclut : « La France est un pays merveilleux ; la comparaison qui s'impose est loin d'être favorable à l'Angleterre. »

Vers la même époque, une Anglaise, Mistress Cradock, fait chez nous un séjour de deux ans. Elle est encore plus enthousiaste que le Dr Rigby. Il lui arrive de dire qu'elle n'a jamais rien vu de pareil à ce qu'elle rencontre en France. Les Français sont affables, sensibles, obligeants, serviables, d'une politesse exquise. Leur entrain est, dit-elle, « l'indice d'un réel bien être. Partout des traces d'industrie et d'abondance. Les villageois, non plus sales et en haillons, mais propres et convenablement habillés, travaillent dans les champs et les vergers. » Elle ne trouve de mendiants qu'en Avignon, alors terre papale, et à Montpellier, à la sortie d'un office solennel à la cathédrale. Elle ne se plaint que des punaises, qui la dévorent en certaines auberges. Elle note que partout l'on danse. Sa conclusion rejoint celle de Rigby : « Le caractère français est autrement gai que le caractère anglais. »

Elle raconte qu'en Bretagne elle déjeuna un jour dans une ferme, près d'un hameau perdu, sur les bords de l'Erdre : omelette, canard rôti, fruits délicieux ; le menu est exquis. Elle apprend qu'une fillette du village se marie le lendemain : « Tout le monde est invité, dit la fermière ; on rôtira un bœuf, un veau, un mouton entiers et on dansera sous les arbres, jusqu'à minuit. — Ces gens sont donc bien riches ? demande Mistress Cradock. — Non, répond la villageoise. Les noces se passent toujours ainsi. »

— Mais, direz-vous encore, les « cahiers de doléances » de 1789 ne donnent pas cette impression de vie plantureuse chez les paysans.

— M. Lenôtre estime que la littérature des « cahiers » doit être dépouillée avec précaution. Tous ceux qui les étudient impartialement constatent qu'ils sont l'œuvre en général de gens de lois aux intentions suspectes. Pour nous, nous pourrions nommer un excellent curé de campagne, très instruit et très curieux des archives de sa paroisse [1], qui vient de faire la preuve du caractère artificiel du cahier de doléances du mandement étudié par lui. M. Lenôtre cite un cas analogue, mais il s'agit d'un cahier rédigé par le curé même de la paroisse, l'abbé François-Yves Besnard, à Nouans, élection du Mans. Il décrit l'état de ses ouailles sous un jour lamentable :

« La moitié est inscrite sur l'état des pauvres ; on ne se procure qu'avec peine les plus étroits moyens de subsistance. Il ne se fait à Nouans aucun commerce, les chemins qui y mènent étant impraticables. Les malheureux habitants sont réduits à sécher de désespoir et de misère sur une terre qu'il arrosent en vain de leur sueur ! »

Le croirez-vous sur parole ? Voici que le même abbé Besnard, devenu vieux, a pris sa retraite à Paris, où il écrit ses mémoires, 45 ans plus tard. Alors il décrit ainsi l'état de ses paroissiens de Nouans en 1789 :

« Aucune parcelle de terre qui ne fût cultivée et dont le blé occupait la moitié ; des herbages complantés d'arbres fruitiers ; bœufs, vaches et chevaux y pâturaient, ayant de l'herbe jusqu'au ventre. Tous les jardins étaient suffisamment pourvus de plantes potagères, voire de fleurs telles que roses, œillets, lys et giroflées. La nourriture des habitants, même des moins aisés, était substantielle et abondante : le pain fort bon ; la soupe au dîner et au souper, suivie d'un plat de viandes, d'œufs ou de légumes ; au déjeuner et à la collation, toujours deux plats et des fruits crus ou cuits ou secs. Toutes les tables sont couvertes de nappes et chacun des convives dispose d'assiettes, de cuillers et de fourchettes. La consommation en lard, beurre et cidre est énorme. » Toute la population fréquente le cabaret, mais on compte seulement dans le village quatre ivrognes avérés, dont le notaire du lieu. Les gens s'habillent bien. Sauf aux jours de fêtes, « l'habillement des journaliers et des pauvres ne se distingue pas de celui des richards et des fermiers ; il en est de même des chaussures et du linge de corps. »

[1] Saint-Martin-du-Mont, diocèse de Belley. — Ce même curé a déjà publié : *St-Martin du-Mont avant la Révolution*, excellente monographie paroissiale, 12 fr., chez l'auteur.

Comme on le voit, il faut se méfier des cahiers de doléances !

De fait, les Etats-Généraux, bientôt mués en Constituante, puis remplacés par la Législative, la Convention, le Directoire, n'ont jamais tenu aucun compte de ces « cahiers. » Il a fallu notre temps pour les exhumer et en conclure à la misère des campagnes. Le Tiers-Etat de 1789 savait à quoi s'en tenir. Il a fait une Révolution à son profit, il a nivelé la nation, il s'est attribué tout pouvoir. Mais on ne peut pas citer, de sa part, une seule mesure législative tendant à mettre fin à la soi-disant pénurie des campagnards. Au surplus, c'est parce que le Tiers-Etat est alors l'Ordre le plus nombreux, le plus actif, le plus accoutumé au maniement des grandes entreprises et des grandes affaires, et pratiquement le plus riche, c'est-à-dire le moins endetté, le mieux pourvu de revenus dépassant ses dépenses et ses besoins, qu'il l'emporte sur la noblesse et sur le clergé, sur la monarchie elle-même.

Non, les provinces n'expirent pas, en 1789, sous le poids de la misère et de la famine !

Mais Paris, où en est-il ? La ville comptait alors 700.000 habitants. Les pauvres n'y manquent pas. L'auteur du *Tableau de Paris* (ouvrage en 12 volumes, plein de confusion, mais bourré de renseignements pittoresques et précis), Louis Sébastien Mercier, fait défiler devant nous tous les groupes de la population parisienne Il n'oublie ni les galériens, ni les regrattiers, ni les tondeurs de chiens, ni les porteurs d'eau, ni les joueurs d'orgue. Il est de cœur avec les pauvres ; il s'attendrit sur leur sort et s'indigne du luxe des riches. Il parle de « myriades de mendiants qui infestent les rues de Paris. » Seulement, il s'explique plus loin à ce sujet : « S'il est, dit-il, plusieurs mendiants que la misère force à tendre la main, il est aussi un grand nombre de gueux qui, par des gémissements imposteurs et des infirmités factices, surprennent votre libéralité et trompent votre compassion. Ils se flattent de subsister sans rien faire, de partager tous les plaisirs de la charité sans en avoir les charges. » On peut dire que dans le millier de chapitres de son énorme ouvrage, on ne trouverait pas un seul exemple de ces tragiques faits divers causés par le dénuement que nos journaux nous livrent presque quotidiennement. La charité, du reste, s'exerce magnifiquement alors. « Jamais siècle, écrit Mercier, n'a tant multiplié les bonnes œuvres ; jamais on n'a fait le bien avec tant d'application et d'intelligence » Et il en donne des preuves nombreuses et concluantes. Lui, qui est « philosophe, » il vante les Sœurs grises, « leur constance à endurer les plus pénibles fonctions, les plus nauséabondes, les plus offensantes pour la délicatesse de leur sexe. » Il cite en exemple la paroisse de St Sulpice : aumônes pour la layette et les mois de nourrice, travail procuré aux chômeurs, métiers assignés à ceux qui n'en connaissent aucun, asile de l'*Enfant-Jésus* où « plus de huit cents femmes et filles trouvent la retraite et la nourriture, en filant du coton et du lin, » et où « on leur donne l'instruction et les établit ensuite. »

Il termine en rappelant « qu'il existe à Paris une fondation charitable, de quoi nourrir le tiers de la France. »

Rétif de la Bretonne, ce bizarre écrivain, noctambule, coureur de jupons, rôdeur inlassable à travers les rues de la capitale, ami de tous les « *gagne-deniers,* » ramasseurs de bouteilles, crochetteurs, décrotteurs, fondeurs de plomb volé et fraudeurs de l'octroi, nous est un témoin encore plus précieux. Il a laissé des centaines de volumes ! Les tableaux de misère, de la matérielle du moins, y sont rares. Il décrit par contre le restaurant à six sous : rue des Mauvais-Garçons, salle très propre, beaucoup d'ouvriers, tailleurs, menuisiers, selliers, serruriers ; une grosse femme au comptoir ; deux jeunes serveuses, Julie et Thérèse, accortes, gracieuses et modestes. Pas de tapage. On n'entend que les commandes des clients : rôti de veau, rôti de mouton, bœuf à la mode, ragoût, lentilles au lard, salade. Telle est la carte. Rétif entre : — Monsieur, lui dit la bonne, c'est votre tour : que voulez-vous ? Il choisit le rôti de veau et les lentilles au lard. Un pain et un carafon de vin, c'est trois sous de supplément. Repas complet, copieux et excellent, pour neuf sous ! On mange vite et en silence. Il n'y a qu'une trentaine de places et en une heure il faut servir cent vingt repas !

Et au-dessus de la classe ouvrière, comme nous dirions maintenant, il existe à Paris une armée d'ouvriers d'art, créateurs de la mode, gens de lettres, fêtés du beau monde. Mercier, qui devait être conventionnel, écrit alors : « Il n'y a pas d'endroit préférable pour des gens de mœurs douces et d'esprit cultivé, car il n'est rien de si libre qu'un pays soumis à une monarchie éclairée... »

Il note pourtant que l'amour des plaisirs et la facilité de la vie engendrent un singulier *besoin d'indépendance,* que la fermentation inévitable d'une foule immense favorise le goût des nouveautés. Mais il déclare « qu'une émeute qui dégénérerait en sédition est devenue maintenant impossible. » En quoi les événements lui donneront tort sur toute la ligne ! Rétif de la Bretonne est plus clairvoyant ; il prévoit des périls, mais la cause n'en sera pas la misère. Ils viendront d'un *caprice d'indépendance,* d'un *contagieux vertige d'émancipation.* « Une révolution se prépare, note-t-il, et fermente sourdement. De tous les gens de lettres, je suis le seul qui connaisse les basses classes... Ramenez l'ordre, la subordination, et vous, mes chers concitoyens, tremblez que l'anarchie ne vous plonge dans des malheurs... » Le peuple français, et spécialement le peuple de Paris, ressemble à ces enfants de famille riches, élevés trop mollement et qui s'impatientent du joug. La France s'ennuie. Elle goûte un bonheur trop tranquille et ne le sent plus. Elle ne voit ses ins-

titutions qu'à travers les sarcasmes des *Lettres persanes* ou les formules prétentieuses de l'*Esprit des Lois*. Morelly a publié en 1753 son utopie : *Le Prince, ou Système d'un sage gouvernement;* en 1754, sa *Basiliade*, poème héroï-comique, où il préconise la libération des préjugés, l'abandon aux lois de la Nature et de la Vérité; et finalement, son *Code de la Nature*, premier manifeste du communisme. « Il ne reste plus à la civilisation, disait Voltaire, qu'à rentrer dans les forêts pour y marcher à quatre pattes. » Louis-Sébastien Mercier lance, en 1770, son *An 2240 ou Rêve s'il en fut jamais*, tableau du nivellement des conditions, des fortunes et des cœurs. Raynal, dans son *Histoire philosophique des Indes*, idéalise les noirs et stigmatise la servilité des blancs à l'égard des tyrannies qui les oppriment. Deux ans plus tard, en 1772, le marquis de Chastellux donne un livre sur la *Félicité publique*. Ce n'est pas sans raison qu'on réimprime, en 1780, la traduction de l'*Utopie* de Thomas More. Le marquis de Mirabeau, maître impitoyable, père autoritaire et dur, ne parle, dans ses livres, des paysans qu'en termes idylliques; il s'intitule *l'Ami des hommes* et le titre lui reste. Les rêveries abondent Les projets de réforme se multiplient. Il se manifeste une poussée d'égalitarisme, de pacifisme, d'humanitarisme, et avec cela « un appétit de bienveillance, de fraternité », dont se grisent les âmes généreuses. Morelly souffle au peuple de France qu'« il est fait pour régir les autres nations » et qu' « il ne lui reste qu'à bien mériter du genre humain, en établissant le plus heureux et le plus parfait des gouvernements. » Ce sera justement l'ambition persévérante de la Révolution. Elle sera comme un Evangile nouveau, un substitut du vieil Evangile que l'incrédulité a découronné et que le haut clergé de France, trop adonné au luxe et aux affaires, a mal défendu. C'est le temps où le goût de la science se répand, où l'on s'extasie chaque jour sur ses trouvailles et ses réalisations, sur ses rêves eux-mêmes représentés par les Saint-Martin, les Cagliostro, les Saint Germain, les Cazotte, les Mesmer.

Avec cela, il se produit en France un fourmillement d'opinions, de projets, de constructions chimériques. Les salons sont brillants, vifs, spirituels. On y discute librement, on y imprime aux idées un mouvement inouï. « Les âmes généreuses de toutes les classes s'unissaient dans un désir de félicité générale : la société était délicieuse. » Les grands seigneurs sont les premiers à dénigrer les abus dont ils profitent, à tourner en ridicule les grandeurs de la Cour, son étiquette, ses usages, à bafouer le roi, à diffamer la reine. Mercier a dit d'eux : « Je puis attester que Louis XVI était l'objet de leurs railleries, des sarcasmes, des mensonges qu'ils maniaient avec une adresse particulière. Sous aucun règne on ne porta jamais le talent de l'épigramme contre la personne du prince à un plus haut degré de perfection. » Louis XVI, du reste, est un gros homme, gauche et de goûts vulgaires, très bon et très pieux par ailleurs, mais sans volonté et sans suite. A Versailles, les courtisans le nomment « le serrurier » ou « le gros cochon. » On lit dans le *Courrier français* du 24 juin 1791 : « On sait que la reine, dans ses lettres familières, n'appelle pas son mari autrement que le gros cochon. » Au cabaret, pour avoir de la monnaie, on jette un écu sur la table en disant : « Changez moi cet ivrogne » ; et c'est le roi que l'on traite ainsi ! Les frères du roi ne l'épargnent point. « La naissance de ses enfants, contestée, avec une étrange perfidie, au Luxembourg, séjour de Monsieur, frère de Louis XVI, ne laisse pas d'exercer la malignité des courtisans. » Thiébault, futur général et baron de l'Empire, a laissé dans ses Mémoires ce croquis de la reine :

« Elle avait de la noblesse et de la dignité, mais une robe de percale blanche, tout unie et fort loin d'être fraîche, n'était pas le vêtement sous lequel une reine de France devait se montrer en public... Mais ce qui me choqua, ce qui me scandalisa, me révolta même, ce furent les propos que des pages, des gardes du corps et quelques jeunes gentilshommes tenaient dans les grands appartements. L'indécence, à cet égard, allait jusqu'aux outrages ; personne ne se gênait devant moi et ce que j'entendis en fait d'anecdotes, de jugements, de propos sur la robe chiffonnée de la reine, passe tout ce que je pourrais dire. »

Le respect s'en va. Les bonnes manières font place à une véritable licence. « Plus d'étiquette ni de gêne : le goût de la vie commode et égoïste. » La camaraderie est à la mode : manque d'égards pour les hommes, galanterie pour les femmes. La toilette perd de ses raffinements. On ne pouvait jusqu'ici entrer dans un salon sans l'habit à la française, les bas de soie, la culotte serrée aux genoux, les escarpins à boucle, les cheveux poudrés, l'épée au côté et le chapeau sous le bras, les jeunes femmes en décolleté, coiffure à trois étages, jupe à paniers, traîne majestueuse. Dès que la Révolution commence, on se met à l'aise; la société « jette le froc aux orties. » Dès le mois d'avril 1789, c'est-à-dire avant l'ouverture des Etats, le changement est complet. La jeunesse affecte le négligé dans la tenue. Les jupes serrées, appelées *pierrots*, remplacent les paniers : « En paniers, la coquette la plus légère avait l'air d'une matrone; en pierrot, la plus sévère matrone eut l'air d'une linotte. » Les hommes arborent le gilet, puis la culotte collante, « en casimir jaune, » le chapeau rond. Le premier téméraire qui parut sans poudre et les cheveux coupés à la Titus, souleva des colères; c'était, dit-on, M. de Valence, gendre de M^me^ de Genlis. « Tout est perdu, gémissaient les vieilles perruques, les hommes se montrent nus, rien ne déguise plus leurs formes. » Le premier pantalon fit scandale : « Sans culottes ! Oser se montrer sans culottes ! » grondaient les douairières offusquées. Norvins (1769-1854) a pu dire : « Ce sont les culottes longues et les gilets courts qui ont fait la Révolution. »

Il est sûr que ces libertés vestimentaires n'étaient

que le signe d'une déliquescence générale des usages, des traditions, le signe d'une aspiration immodérée vers le changement, décoré du nom de liberté.

II

Les Etats-Généraux se réunirent à Paris, le 5 mai 1789. Les députés furent accueillis avec transport ; on les appelait « Nos Seigneurs de l'auguste Assemblée » ; on s'arrachait les cartes d'entrée aux tribunes. Un étudiant écrit à ses parents, après une séance :

« Quelles idées on se fait en province ! On se figure une assemblée, imposante et tranquille, dont le seul aspect inspire l'admiration ; on croit que, en la voyant, on doit être frappé de respect... Figurez-vous plutôt une troupe de personnes assises çà et là, car rarement ces messieurs y sont tous, n'écoutant point l'orateur et le laissant pérorer à son aise, se parlant entre eux avec beaucoup de feu, souvent ne s'entendant pas, étourdis par une grosse cloche que le président a toujours en main pour faire cesser le bruit qu'il semble se délecter à augmenter. »

On commença très vite à déchanter. Un récit de l'Allemand Heinrich Campe manifeste l'étonnement que causait le brouhaha énorme d'une réunion que l'on croyait si auguste : on pouvait se croire dans un asile de fous furieux ! Un millier de députés, surtout du Tiers-Etat, vont, viennent, se bousculent, enjambent les banquettes, poussent des cris, montrent le poing à l'orateur. Un autre lui succède ; il est accueilli par des vociférations : « Assez ! Pas de discours ! En poche, le cahier ! » Campe est stupéfait. Il croit que c'est l'heure de la récréation. Pas du tout, la séance se poursuit. Un député veut soumettre à ses collègues un projet d'adresse au Roi : « Sire, l'Assemblée nationale a l'honneur... » Explosion de rumeurs indignées : « *Non ! Pas d'honneur ! Retranchez l'honneur !* » ... « de déposer à vos pieds .. » Vacarme, trépidations, hurlements : « *Pas de pieds ! Otez les pieds !* »... « l'offrande... » A ce mot la salle va s'écrouler sous le tapage ! Campe sort de là abasourdi ! C'étaient là pourtant les plus érudits, les plus sages, les plus expérimentés des Français. La politique les met en état d'épilepsie !

Peu à peu, le pays s'impatienta ; le miracle tardait à se produire.

La récolte de 1788 avait été mauvaise ; l'hiver suivant, très rigoureux. Les misérables refluaient sur Paris, en groupes faméliques et minables. Ils augmentèrent l'armée des troubles. On voit, au début de mai 1789, « abonder quantité d'étrangers, de tous les pays, la plupart déguenillés et dont l'aspect effrayant permet de juger ce que l'on doit craindre. Paris se remplit d'hommes affreux, attirés par l'espoir du pillage et qui se vendront à qui les paiera. »

En attendant, il faut nourrir cette tourbe. On crée des ateliers de charité. Mais la mesure est d'application difficile ; beaucoup de ces vagabonds sont fainéants, insubordonnés, refusent le travail en exigeant des secours. Le nombre des inscrits aux ateliers de Montmartre s'élève à 19.000, puis à 31.000. L'Etat y dépense près d'un million par mois. Ce sont eux qui fourniront des troupes aux agitateurs. Pour commencer, ils tentent d'affamer Paris. On ignore le metteur en scène secret : les gens du duc d'Orléans peut-être ? On a vu, dès le début de 1789, « des hommes à fourches et à bâtons » rôdant dans les campagnes, inquiétant les cultivateurs, proclamant la vente libre des blés, insinuant que Paris ruine la campagne et affame les villes de province. A Clermont d'Oise, le procureur du Roi a reçu des lettres anonymes l'avisant que « le feu sera mis aux quatre coins de la ville et chez tous les fermiers, si jamais le blé manque au marché. » Là-dessus, les magistrats terrifiés suspendent les transports des grains. Même alerte à Nogent-sur-Seine. Les paysans ont peur. Les greniers se ferment. Quand les grains osent sortir, çà et là « des bandes de pillards enlèvent le blé sur le marché même et retiennent les convois en route vers Paris. » De là, cette extraordinaire disette de farine qui signale le début de la Révolution dans la capitale. Les queues se forment devant les boulangeries.

Le vrai Parisien s'adapte avec philosophie. « S'il n'y avait à Paris que des Parisiens, il n'y aurait jamais de révolutions, » a dit un écrivain du Second Empire. C'était déjà vrai alors. Le Parisien est frondeur ; mais la chanson lui suffit, il ne va pas plus loin. Et on en lui fait aisément accroire : on lui dit alors que le pain est noir parce que « les farines dont il est pétri viennent de l'étranger... C'est ce qui lui donne sa couleur foncée et son amertume, sans que pour cela il soit moins sain. » Le bon peuple se rassure. Dans les correspondances du temps, la note est donnée par cette brève et libre mention : « Nous avons tous la foire et la colique par le mauvais pain [1]. »

Enfin, les Etats Généraux ont fini de se chamailler. Le 28 juin, on apprend la réunion des trois Ordres : enthousiasme, acclamations, embrassements. Le Palais-Royal surtout est en fête. Là se réunissent tous les badauds et les curieux ; là se propagent les nouvelles, que les cafés commentent avec passion. « Vous n'avez pas idée du vacarme qu'on y fait... les fusées y pleuvent... » Mais, peu après, on apprend que les Gardes-françaises s'émancipent ; ils ont quitté leurs casernes, délivré onze mutins des leurs. Paris s'émeut de ces actes d'indiscipline. Juste à ce moment, on note l'arrivée d'une foule de voyageurs étrangers : « ils arrivent en diligence, en turgotine, en carrosse, en fourgon, en chaise de poste, en berline, en cabriolet... » Il y en a 40.000 à Paris, en hôtel garni. Ils veulent assister au lever du soleil sur le monde !

[1] La capitale affamée finira par être ravitaillée par la province : des convois arriveront de Rouen sous l'escorte de volontaires. Les officiers de la Garde nationale de Chartres amèneront eux mêmes 400 sacs de farine par semaine, et Paris leur offrira des séances de gala aux divers théâtres.

Seulement, dans les bas-fonds de la société, une invasion semblable se remarque. Les gens tranquilles s'effraient du nombre incroyable « d'hommes mal vêtus et de figures sinistres » que l'on rencontre sur les quais et qui logent dans les taudis, du côté de l'Hôtel de Ville, « où il y a des garnis à deux, à trois, et même à un sou la nuit. »

Les amusements n'en sont point arrêtés. Thiébault, qui approche de ses vingt ans, mène une existence de fêtes continuelles, danses, soirées mondaines, redoutes masquées, concerts, tous les plaisirs, toutes les élégances. Au 12 juillet, raconte-t-il, il prit part à une partie organisée par soixante à soixante-dix personnes, jeunes gens et belles dames, au bois de Vincennes : déjeuner et dîner sur l'herbe, jeux de toute espèce, sauts, luttes, repas splendide, orchestres, danse jusqu'à la nuit. Alors, on apprit que Paris était en insurrection, les barrières gardées par le peuple, les bustes de Necker portés dans les rues, et déjà le sang répandu ! On s'empressa de faire atteler et de rentrer chez soi. Anecdote symbolique : la France s'habituera à passer des parties de plaisir à la mort !

Quelle nuit que celle du 13 au 14 juillet, un mardi ! Foule incertaine, patrouilles tous les quinze pas, murmures confus dans la cité. On cherche des armes. « Les marteaux résonnent, on étend, on courbe le fer ; tous les instruments de cuivre sont emmanchés ; pillage aux Invalides, à l'Arsenal, au Garde-Meuble, chez les armuriers et les fourbisseurs et, propageant l'émoi, le son monotone et continu de toutes les cloches de la ville tintant le tocsin au milieu des ténèbres. »

Le 14 juillet, au matin, le bruit se répand que la foule assiège la Bastille. Folie ! La vieille forteresse est hérissée de canons, entourée de fossés, protégée de grilles, pont levis, défilés, barbacanes. C'est une place imprenable !

D'où est venue cette idée ? La Bastille est une prison d'aristocrates. Le régime y est des plus confortables ; « il n'y entre que des vins de Bourgogne et de Champagne. » On croit que l'instigateur de l'attaque fut un caporal-fourrier des Gardes-françaises, nommé Labarthe. Il cria : « A la Bastille ! » Quelques camarades l'acclamèrent, la foule suivit. On partit, cinq à six cents au plus. On aurait compris une attaque contre la prison de Bicêtre, réservée aux miséreux, contre La Force, pour les débiteurs insolvables, les filles-mères et les mendiants, contre la Tournelle, pour les galériens, ou la Salpêtrière, prison des prostituées. Mais la Bastille ! Pour qui allait-on se battre ? Il est probable que la légende des 35 ans de Latude en prison sans jugement travaillait les esprits [1].

Les premiers coups de feu partirent vers 11 heures ; puis on parlementa. L'attaque reprit à 1 h. 1/2. La foule se portait de plus en plus sur les lieux, des curieux surtout, des comédiens en costume, gens en carrosse. Le futur chancelier Pasquier, qui a 22 ans, est du nombre ; il accompagne Mlle Contat du Théâtre-Français, « jolie autant qu'on peut l'être. » Ils se figurent qu'ils sont au spectacle, « aux premières loges. » Il écrit : « La résistance fut complètement nulle ; on tira quelques coups de fusil et quatre ou cinq coups de canon. Ce que j'ai vu parfaitement, c'est l'action des soldats rangés sur la plate-forme des tours, levant la crosse de leur fusil en l'air et exprimant, par tous les moyens usités en pareille circonstance, leur volonté de se rendre. »

La fusillade reprit vers 4 heures. Avant 5 heures, les insurgés devenaient maîtres de la place. Ils pillent, brisent, jettent tout par les fenêtres ; « tonneaux et bouteilles, coffres et tiroirs sont également vidés. » On délivre les détenus : ils ne sont que sept ! Un seul méritait commisération, en raison de la durée de sa peine : Tavernier, écroué en 1759 pour complicité avec le régicide Damiens. Les autres sont un fou, un sadique, quatre faussaires. On les porte en triomphe, ahuris et stupéfaits. Le gouverneur de Launay, son major M. de Losne le major-adjoint M. Joseph Miray, deux invalides de la garnison, sont entraînés, invectivés, « poussés par de jeunes polissons de quatorze à quinze ans ; l'un d'eux lève sa canne et en décharge un coup sur la tête chauve du gouverneur. » Tous, ils sont massacrés, avec le prévôt des marchands, Flaisselles, ou pendus à la lanterne, qui en devient du coup fameuse.

Tout cela n'est que trop connu. Il faut noter que les Parisiens, dans leur ensemble, furent étrangers à ces horreurs. Sur 635 qui obtinrent le titre de « vainqueurs de la Bastille », 200 seulement étaient de Paris. Marat a écrit : « Les Parisiens se présentèrent devant la forteresse, mais la curiosité seule les y amena. » La population fut plus stupéfaite que satisfaite de ce haut fait d'armes. Rétif de la Bretonne raconte qu'en sortant de chez lui, le 14, il avait « rencontré une bande en guenilles, promenant au bout de fourches deux têtes défigurées. Sur la grève, cinq ou six indifférents contemplaient un corps tronqué, étendu au milieu d'un ruisseau. » Il s'informe. « La Bastille est prise ! » Il continue sa flânerie. Il se heurte à « des cannibales, » dont l'un agite au bout d'une pique « des viscères sanglants d'une victime, et cet horrible bouquet ne fait frémir personne. » Plus loin, voici, sur des brancards, cinq assiégeants morts et deux blessés, suivis de soldats suisses prisonniers. Il entend de jeunes et jolies bouches crier : « Pendez ! Pendez ! » Et il conclut : « Je vois un nuage de

[1] On l'avait enfermé en 1749 pour avoir envoyé à Mme de Pompadour une boîte explosive, qu'il s'était empressé de dénoncer pour avoir une récompense. Il s'était évadé nombre de fois, avait écrit force mémoires, et était sorti de prison en 1784. L'Assemblée législative devait lui faire une pension ! On croyait, sur ses dires, la Bastille bondée de malheureux captifs, enchaînés et languissants !

maux s'élever sur la capitale infortunée des Français. » Mais lui-même, il avoue qu'il éprouve un sentiment de joie, en arrivant à la Bastille, à voir aboli ce terrifiant symbole « sur lequel, naguère, il n'osait lever les yeux ! »

Cela représente assez bien l'opinion du « Parisien moyen. » On prétend pourtant que beaucoup prirent peur et que plus de 200 000 personnes quittèrent la ville dans les journées du 14 et du 15. Le chiffre est sûrement exagéré. Mais il y eut des départs en foule. L'émigration commence alors et aussi une sorte de Terreur. Pourtant, il y eut des enthousiastes. Le curé angevin Besnard, de passage à Paris, dînait chez des amis, dont plusieurs sont fort connus : La Revellière-Lépaux, Volney, tous deux députés, Cabanis, le fameux médecin, Jefferson, ambassadeur des Etats-Unis. La conversation se déroulait pesamment quand retentit parmi les convives le cri fatidique : « La Bastille est prise ! » Besnard, qui regardait « comme autant de Catons » ses vénérables amis, pensa défaillir de stupeur quand il les vit pris de délire : « Ils jetaient leurs chapeaux en l'air, éclataient en rires convulsifs, dansaient, trépignaient comme des déments furieux, au point que le propriétaire de la maison vint les supplier de ne point compromettre la solidité de son immeuble. On le renvoya déconfit sur l'observation que, par les suites heureuses de la victoire du peuple, ses loyers se trouveraient prochainement diminués de moitié... »

Le lendemain 15, les boutiques sont fermées, moitié par prudence, moitié par envie de manifester sa joie dans les rues. Tout Paris est dehors. On se félicite, on s'embrasse. On va voir la Bastille, jouet de la nation et que déjà un certain Palloy, entrepreneur, est en train de démolir (on ne songeait pas alors à ce qu'elle pourrait être de nos jours comme attraction touristique !). Mme de Genlis mène à la Bastille les enfants du duc d'Orléans, dont elle fait l'éducation. Elle leur fait une leçon de révolution devant le monument fameux :

« Il est impossible, disent ses *Mémoires,* de se faire une idée de ce spectacle. Il faut l'avoir vu... Tout le peuple de Paris se relayant pour abattre la Bastille... Ce redoutable fort était couvert d'hommes, de femmes et d'enfants travaillant avec une ardeur inouïe et jusque sur les parties les plus élevées des tours. Ce nombre étonnant d'ouvriers volontaires, leur activité, leur enthousiasme, le plaisir de voir tomber ce monument affreux du despotisme ; ces mains vengeresses qui semblaient être celles de la Providence et qui anéantissaient, avec tant de rapidité, l'œuvre de plusieurs siècles... j'avoue que ce tableau m'a causé l'émotion et la joie la plus vive [1]. »

« Mais dans la mémoire des Parisiens, dit M. Lenôtre, le souvenir de l'antique prison allait longtemps survivre, enrichi par toutes les fables, mystifications, balourdises, de tous les contes, cancans, caquets nés des visites à la geôle en démolition. Il y en avait de quoi nourrir trois ou quatre générations, auxquelles il n'a pas fallu moins d'un siècle pour digérer ces commérages. C'est seulement vers le centenaire de 1789 que de patients et consciencieux érudits sont parvenus à rétablir la vérité : œuvre méritoire de savants archivistes, passionnés de l'authentique, mais qui n'abolira pas de sitôt la légende de la Bastille honte de la royauté et triomphale conquête d'une phalange d'intrépides héros. »

III

La prise de la Bastille avait procuré aux Parisiens un bien autre amusement : on avait joué au soldat, on allait pouvoir continuer. Le maniement des armes, la parade, le panache, le tambour, le Parisien était privé de tout cela depuis les lointaines milices. La résurrection de la Garde nationale les remit au jour. L'afflux des étrangers, l'indiscipline des Gardes-françaises, la présence des malandrins des ateliers de charité exigeaient une police nouvelle. Dès le 26 juin, la population avait demandé au Roi la permission de se garder elle-même. Cette permission avait été refusée. Elle fut prise par l'assemblée des électeurs parisiens, demeurée en activité malgré la mise en marche des Etats-Généraux, sous l'impression de la nuit de pillage du 12 au 13 juillet. La Garde nationale était bourgeoise. Il fallait être *citoyen actif,* comme on devait dire un peu plus tard, c'est-à-dire payer contribution directe de trois journées de travail, pour avoir le droit d'en faire partie. Chaque district devait fournir quatre compagnies de 200 hommes. Comme il y avait 60 districts, cela devait faire une armée de 48 000 hommes. Provisoirement, il n'en fut levé qu'un quart. On commanda les uniformes, payés par les citoyens eux-mêmes : habit de drap bleu de roi, collet rouge, parements, doublures et revers blancs, veste et culotte de drap bleu, guêtres noires en hiver, blanches en été. En attendant, on porta la cocarde aux couleurs de la ville, bleu et rouge. Cette cocarde était réservée aux gardes nationaux.

[1] La légende de la Bastille se forme presque aussitôt. Les ouvriers de Palloy conduisent les visiteurs pantelants d'émoi, « décrivent, d'une voix sépulcrale, l'état des prisonniers attachés par des chaînes à des anneaux scellés au mur. » Plus les détails sont horribles, plus le pourboire, à la sortie, est considérable ! Latude lui-même se fait cicerone : il est le plus recherché. Il montre la chambre où il a été détenu, ainsi qu'un fragment de la corde de paille dont il a fait usage pour l'une de ses escapades, et qu'il se fait un plaisir d'exhiber aux personnes de considération. » Il reconnaît pourtant « qu'on était joliment bien nourri, dans la prison : cinq plats pour le dîner, trois pour le souper, sans compter le dessert. » Il a plus de soixante ans et il ne connaît plus, le pauvre homme, de pareilles bombances !

Parmi les démolisseurs on voit des volontaires, Mirabeau lui-même, puis Beaumarchais. Un de ces niveleurs sans expérience fait même tomber un bloc si mal à propos qu'il écrase une dame dans les douves. Huit cents ouvriers à 45 sous par jour y travaillent d'ordinaire. Un jour on a cru entendre des gémissements : prisonniers perdus dans des oubliettes, pensa-t-on. Mais ce n'était qu'une plaisanterie macabre. Mirabeau lui-même s'y était laissé prendre.

On aura une idée de l'énormité de l'édifice quand on saura que de juillet à octobre, on travailla à l'abattre. En octobre, il restait encore quatre pieds environ de maçonnerie.

Ce fut un engouement, une fièvre. Quand Louis XVI vint à Paris, le 17 juillet, pour témoigner à sa bonne ville de ses bons sentiments, il y eut, dit un témoin, 184.000 hommes en armes pour lui faire la haie. Un autre témoin, non moins véridique, ne parle que de 80.000 hommes, et c'est déjà énorme. « Il y manquait l'ordre, écrit-on, le silence, l'uniformité de l'armement et du costume; mais tout le reste y était : animation, intelligence, air martial sentant la conquête, transformation énergique de l'artisan en guerrier, avec la veste de travail et le fusil pris aux soldats du Roi. Association étrange sortie tout armée d'un ouragan qui avait confondu toutes les classes de la grande ville, depuis le portefaix jusqu'au procureur. » On y voyait même des moines, Capucins et Feuillants. Il aurait fallu remonter à la Sainte Ligue pour retrouver pareil spectacle !

L'assemblée des électeurs avait nommé par acclamations La Fayette commandant général. Suivi de deux aides de camp, il paradait, « beau, jeune, affable », sur le front de cette armée toute neuve et qui, ne l'ayant jamais vu, l'adora tout de suite. Il montait un cheval blanc, du coup légendaire comme lui, mais de gloire vaine comme son maître, car il devait finir en véritable « carcan », chez un loueur de voitures. De la même façon, Bailly était devenu premier maire de Paris. Il arbora un costume noir, porta les cheveux dépoudrés, mais toujours longs, un petit manteau court, chapeau à large cocarde, avec, en sautoir, l'écharpe tricolore, dont ce fut la première apparition. Par égard pour le Roi, la ville venait en effet d'unir le blanc, couleur de la monarchie, aux couleurs de la cité.

C'était le 17 juillet 1789. Le canon tonne. Le carrosse du Roi, attelé de huit chevaux, « sans suite, sans escorte, sans garde, » arrive de Versailles. Une centaine de députés ont suivi à pied. Bailly présente les clefs. On n'entendra pas un cri de *Vive le Roi!* mais uniquement *Vive la Nation!* ou *Vivent nos intrépides députés!* Mais quand le roi descend de voiture, aidé par des miliciens, quand il accepte des mains de Bailly la cocarde tricolore et se montre à la fenêtre de l'Hôtel de Ville, une immense clameur monte de la place : *Vive le Roi!*

Paris est en délire. On croit la révolution finie. Un député de la noblesse note ce même jour : « En deux semaines, la révolution du plus grand empire du monde s'est accomplie ; celle d'Angleterre a coûté à cette nation cent ans de guerre et quatre millions d'hommes, tandis que, en quinze jours, l'intrépidité des députés de notre pays a fixé pour jamais la liberté de la France. »

On n'avait donc qu'à se réjouir. Pendant des jours, les douze mille garçons tailleurs de Paris durent passer les nuits pour fabriquer les uniformes de la garde nationale. Les Parisiens étaient ravis de porter cette tenue martiale. Une seule chose chiffonnait les plus fortunés : le mélange avec leur épicier ou leur traiteur, dont l'équipement manquait parfois d'élégance. On eut l'idée de créer des compagnies d'élite : grenadiers et chasseurs. Mais quand on sut que les grenadiers auraient des bonnets à poil, il y eut des querelles, et même des duels. La Fayette n'osant se prononcer, le district des Filles St-Thomas passa outre, d'autres districts l'imitèrent. Dans les compagnies d'élite, les aristocrates se pressèrent. Tout fut prétexte à fêtes et à bombances. « Ces banquets étaient suivis de *promenades militaires,* espèces de farandoles au moyen desquelles trois à quatre cents grenadiers et chasseurs, marchant deux à deux, parcouraient Paris en chantant. »

A vrai dire, il y eut des mécomptes. Il fallut créer des compagnies soldées ; elles furent en partie envahies par des gardes françaises que la solde attirait. Les compagnies non soldées eurent peine à s'organiser; tout le monde désirait les grades. Le 23 juillet 1789, quand la populace massacra Foulon et Berthier, la garde nationale n'intervint pas. Les deux têtes furent promenées dans Paris, le cœur de Berthier présenté à Bailly horrifié par un grenadier des gardes-françaises. Les « cannibales » allèrent ensuite boire au café ; ils firent couler quelques gouttes de sang de ce cœur dans les verres, et l'on but en chantant un refrain alors populaire :

Non, il n'est pas de bonne fête
Lorsque le cœur n'en est pas !

Dans le mois qui suivit, on rencontra des enfants qui jouaient au soldat et qui portaient, au bout de petites lances, des têtes de chats fraîchement coupées !

La garde nationale, si populaire au début, perdit de son prestige quand on vit que l'ordre n'était pas mieux assuré. L'esprit d'égalité s'insurgeait contre les galons, les grades, la discipline. Les aristocrates se plaignaient au contraire d'y être mêlés à « la plus vile racaille [1]. »

Au surplus, deux traits caractérisent la vie parisienne d'alors : d'une part, l'instabilité, l'incertitude du lendemain, les alertes fréquentes, la restriction des dépenses chez les riches inquiets, l'acroissement du chômage et de la misère, — d'autre part, la légèreté des mœurs, un goût de danses, de chansons, de plaisirs, de représentations, de manifestations jamais égalées jusque là. Les bals, les théâtres, les petits soupers, les courses où l'on étale les toilettes ne perdent rien de leurs attraits, au contraire. On vivait des temps si étranges !

Au lendemain du 4 août, quand on apprit la suppression de tous les privilèges, une ivresse de joie se répandit dans les cœurs et de là dans les rues. « On se félicitait les uns les autres : on nommait avec enthousiasme les députés *Pères de la Patrie.* Il se formait des groupes dans

[1] « Benoît, mon fils, écrit le marquis de Vergennes, est, comme mes laquais, dans la garde bourgeoise; le frotteur et le portier sont dans le même cas. Voyez quels excès ! » Quelques jours plus tard, il ajoute : « Mon fils a été quinze heures entières à l'Hôtel de Ville et à jeun, crainte du poison ! » Le pauvre Benoît se sentait jalousé par ses camarades !

presque toutes les grandes rues ; on attendait pour ainsi dire les passants pour leur apprendre ce qu'ils auraient peut-être ignoré jusqu'au lendemain [1]. »

IV

Nous venons de voir un exemple de la griserie que cause alors *la liberté*. N'oublions pas que ce mot est rempli d'illusions. Rétif de la Bretonne a écrit : « Du temps des rois, j'ai vécu pendant vingt-cinq ans à Paris, plus libre que l'air. Pourvu qu'on eût de la probité et qu'on n'imprimât point de brochures contre les ministres, tout le reste était permis et jamais ma liberté n'a été gênée. » Mais quand le peuple apprit qu'il était « libre, » que la « tyrannie, » dont il apprenait pour la première fois l'existence, était bien secouée, il comprit que 1° il ne devait plus payer les impôts, et 2° qu'il pouvait taquiner son prochain, se débarrasser de toute concurrence gênante, de toute réglementation désagréable. On vit les dames fruitières de la Halle s'en prendre aux regrattières, les garçons tailleurs aux fripiers, les perruquiers protester contre la carte exigée par la corporation, les cordonniers fixer un prix minimum pour les chaussures, les domestiques congédiés par les riches (au nombre de 3 000) postuler le renvoi des Savoyards. Les miséreux des ateliers de charité formaient une armée menaçante, que la Ville cherchait à renvoyer dans leurs provinces.

Mais on ne faisait pas en vain appel aux générosités patriotiques. Si les contribuables faisaient grève, on voyait, le 7 septembre 1789, un groupe de vingt-et-une des plus jolies femmes de Paris apporter à l'Assemblée leurs bijoux pour combler le déficit du Trésor. A partir de ce jour, chaque matin on lit au compte-rendu des séances la liste des offrandes patriotiques [2]. Cette énumération dura jusqu'en novembre 1793. La dernière mention qui en est faite au *Moniteur* est la demande à tous les citoyens possédant au moins six chemises d'en donner une pour les défenseurs de la patrie. Quand on vit que le gouvernement réclamait jusqu'aux chemises, la générosité fut tarie du coup. Au total, les dons patriotiques n'avaient produit, en mars 1790, qu'un million quarante deux mille livres. Un an plus tard, il y avait un million et demi de plus : une goutte d'eau dans le déficit endémique.

Quand nous apprenions l'histoire de la Révolution, nous avions l'illusion d'une suite presque ininterrompue et progressive de troubles et de « journées. » En fait, ce fut tout différent. La Révolution se passa en *accès intermittents*, séparés par d'assez longues périodes de confiance reconquise et de réjouissances presque naïves [1]. Pauline de Tourzel, alors âgée de dix ans, a bien noté ces alternatives de troubles et de calme confiant : « J'ai remarqué, écrit-elle, que dans les révolutions il y avait toujours des moments de calme, après les grands orages... On se laisse aller à l'espoir que tout est fini et, dans la crainte de troubler ce calme relatif, dont on jouit délicieusement, on omet de prendre les précautions nécessaires. »

De l'avis des contemporains, le début de l'année 1790 fut très brillant. « Jamais la ville ne fut plus animée, plus bruyante ; jamais il n'y eut plus de bals, de dîners, plus de jeux, plus de fêtes. »

En mai 1790, on élit la nouvelle municipalité. Sur 120 conseillers que comptait celle du 25 juillet 1789, il n'y avait eu que 16 Parisiens. Sur 223 qui vont passer dans la seconde, il n'y en aura plus que douze ! Trente-quatre membres viendront de Suisse, de Prusse, d'Italie, de Suède, de Danemark et d'Amérique...

Par ailleurs, les électeurs s'abstiennent en masse [2]. Ce mutisme voulu est au fond une désapprobation. En septembre 1789, les *Révolutions de Paris*, journal révolutionnaire de Prudhomme, constataient déjà que la majorité de la population « voudrait vivre sous le régime qui existait avant la révolution. »

Ce désenchantement n'ira qu'en croissant. Malheureusement, les braves gens sont inertes, timides, ils n'ont pas de chefs. Ils se bornent à vivre en marge des événements, chacun dans son trou, en tâchant de traverser les mauvais jours sans trop d'accrocs. En 1790, la gaieté continue à régner, avec l'abondance. Quand le baron prussien Cloots, attiré par le renom des journées du 14 juillet et des 5 et 6 octobre, vient à Paris, il est

[1] Une chose fut particulièrement agréable à beaucoup de citadins : l'abolition du droit de chasse. Les alentours de Paris étaient très giboyeux, mais la chasse gardée sévèrement. Mistress Cradock raconte qu'ayant poussé jusqu'à Neuilly, elle constate que « la route est charmante et le pays si giboyeux qu'on y rencontre quantité de compagnies de perdreaux, sans compter que, à notre grand amusement, nous découvrions souvent vingt ou trente lièvres broutant tranquillement dans les champs et d'autres s'avançant en troupes quelquefois jusqu'au bord du chemin. Les lois sur la chasse sont si sévères, aux environs de Paris, que le gibier n'est guère délogé : lièvres et perdreaux ne semblent redouter ni homme ni chien. »

Mais dès qu'on apprend que le roi a abandonné au peuple ses capitaineries de chasse, les citoyens partent en guerre. On sort par bandes de deux cents. Les fusillades sont aussi nourries que celles des plus grandes batailles. Lapins, perdreaux, biches et cerfs sont immolés en masse, et les moineaux eux-mêmes !

En quelques jours, le gibier disparaît devant cette foudroyante et formidable offensive.

[2] Elles sont parfois des plus cocasses : divers auteurs offrent... leurs ouvrages invendus ; un médecin envoie deux chevaux ; des peintres donnent leurs tableaux, un avocat bourguignon huit barriques de vins de Beaune et de Pomard, une dame offre des leçons gratuites d'anglais, un monsieur un billet de loterie, etc. etc.

[1] En 1789, le 14 juillet, le 4 août, les journées des 5 et 6 octobre, marquent les principaux accès de fièvre. Les journées d'octobre furent particulièrement hideuses : journées de mégères à moitié ivres, l'insulte aux lèvres, la haine au cœur, ramenant de Versailles le roi et sa famille et entourant sa voiture de trophées sanglants et odieux

[2] En novembre 1791, Pétion, — prononcez *Péthion*, comme on écrit souvent alors, — n'est élu maire que par 6.708 voix sur 80.000 électeurs, et Manuel, procureur de la Commune, que par 3.770 voix ! En février 1792, pour le renouvellement par moitié du corps municipal, 3.880 électeurs se dérangeront.

surpris de chercher partout la révolution et de ne la trouver nulle part. Il s'intitule « citoyen du monde, » il veut réchauffer l'opinion publique qu'il trouve tiède. Il mobilise une délégation de l'Humanité formée de trente-six individus anglais, prussiens, siciliens, hollandais, italiens, espagnols, russes, polonais, allemands, brabançons, liégeois, avignonnais, suisses, turcs, indiens, arabes, chaldéens, chacun dans son costume national ; l'Américain manquait, étant resté à se disputer avec son cocher. Cloots prononça une harangue, où il glissait l'éloge de Julien l'Apostat. Le président répondit. Le Turc prit à son tour la parole, mais nul ne comprit rien à son langage. Cette farce fit rire tout Paris. On raconta que tous ces étrangers, sauf l'Anglais, avaient été recrutés parmi les figurants de l'Opéra-Comique. On citait la réclamation d'un pauvre homme, disant aux députés après la séance : « Messieurs, c'est moi qui ai fait le Chaldéen et je réclame les 12 francs qu'on m'a promis. » Dans l'enthousiasme de cette manifestation, l'Assemblée vota 1° la destruction des quatre statues d'esclaves enchaînés au pied de la statue de Louis XIV ; — 2° la suppression des titres de noblesse ; — 3° celle de l'appellation de Monseigneur ; — 4° l'anéantissement général des armoiries et de tous les signes de distinction sociale ; — 5° celui des livrées. De cette séance, les Montmorency sortirent *Bouchard,* les Richelieu *Vignerot,* les Breteuil *Tonnelier,* les Vergennes *Gravier*, Mirabeau *Riquetti,* les Coigny *Franquetot*. Bientôt Louis XVI sera nommé Louis Capet [1].

Peu de jours après, c'est la grande fête de la Fédération, premier anniversaire de la prise de la Bastille. Les ouvriers, nonchalants et sans discipline, n'avancent pas dans leur travail de décoration, au Champ de Mars. La population vole à leur secours. Les volontaires sont 10.000, puis 20.000, enfin jusqu'à 250.000, au dire d'un témoin. Spectacle inoubliable, celui de cette foule à l'ouvrage pour la préparation d'une si grande fête. On y voit jusqu'à des moines, des abbés relevant leurs soutanes, les gardes nationaux, les diverses corporations, La Fayette en personne, ayant posé son habit pour mettre la main à la pâte, des députés, etc. Tout ce monde travaille en chantant et en plaisantant. En huit jours, on élève des talus formant gradins sur plus d'une demi-lieue de longueur, un pont sur la Seine, un arc de triomphe, l'autel de la Patrie, de vingt pieds de haut. Les étrangers s'écriaient, « les yeux baignés de larmes, » — car on pleure beaucoup à cette époque romantique : — « Quels hommes que ces Parisiens ! »

Le 14 juillet, 100.000 fédérés défilèrent à partir de sept heures du matin sous un véritable déluge de pluie. Six heures de défilé, bénédiction des drapeaux de toutes les gardes nationales de France, messe dite par Talleyrand, assisté de 3 ou 400 prêtres en aube avec des cordons tricolores, cent enfants de chœur. Talleyrand officiait « ou plutôt profanait la dernière messe qu'il devait célébrer. » Le Roi prêta le serment civique ; la Reine prit le Dauphin dans ses bras pour le montrer à la foule. Un ouragan de cris éclata : *Vive le Roi ! Vive la Reine ! Vive le Dauphin !* La pluie prenait plaisir à noyer cette fausse cérémonie religieuse. Talleyrand n'en perdit pas une goutte. Toutes les lorgnettes étaient fixées sur lui ; il jouissait déjà de ce privilège d'être aussi méprisé de ses amis que de ses ennemis. Après la messe, la foule, pour se déraidir, entama une farandole, où 50 à 60.000 hommes barbotaient dans la boue et les flaques d'eau, en chantant à tue-tête :

> Ah ! ça ira, ça ira, ça ira !
> En dépit d'z-aristocrates et d'la pluie.
> Nous nous mouillerons, mais ça finira !

Tout le monde crut que cette fois la Révolution avait reçu son couronnement et son point final. Le comte de Seneffe écrivait à M^me^ de Doué : « C'était délicieux ; il est étonnant la bonne compagnie qu'il y avait. » Le menu peuple s'était porté vers la Bastille. On dansa trois jours et trois nuits. Une Anglaise, arrivée peu de jours avant, écrit :

« Si le vent m'eût été contraire, j'aurais manqué le plus beau spectacle qui ait jamais été représenté sur la scène du monde... Mes yeux se remplirent de larmes et, quoique étrangère sur cette terre de bonheur, je joignis ma voix à ce concert général et, de tout cœur, de toute mon âme, je criai à l'unisson : Vive ! Vive la Nation ! »

V

Pourtant, dès le début de la Révolution, à côté des attendrissements, des parades et des fêtes, on a noté l'on ne sait quel travail souterrain et perfide, la propagation de fausses nouvelles, de bruits alarmants : portes marquées de signes sibyllins, annonce du débarquement de 40.000 étrangers armés de poignards, menace de soulèvements des ouvriers des ateliers, dénonciation de complots de « la valetaille des Tuileries » contre le peuple, famine imminente, conspirations contre-révolutionnaires, etc. On fait tout pour affoler l'opinion et troubler les cervelles. On ment sans répit. Dans quel but ? Impossible de le dire.

L'un des entrepreneurs de fausses nouvelles les plus actifs est un nommé Louis-Marie Prudhomme, né à Lyon vers 1752. Garçon de librairie, puis relieur, il arrive à Paris en 1782. C'est un illettré ou presque ; mais il a le génie des affaires, de l'audace, point de scrupules. Il se vante d'avoir imprimé jusqu'à 1500 pamphlets dans les années d'avant 1789. Le 12 juillet, il lance le premier fascicule d'un journal nouveau : *Les Révolutions de Paris,* auquel il donne comme épigraphe la phrase

[1] Le seul qui protesta fut La Harpe, qui était enfant trouvé. Il vint un jour à un dîner chez M^me^ de la Briche, suivi d'un laquais bien poudré, en livrée verte et jaune, toute neuve. Ce laquais se tint derrière son maître durant tout le repas : épigramme muette, qui fit dire à l'abbé Morellet que La Harpe s'y prenait un peu tard pour se faire noble, quand les Montmorency eux-mêmes avaient déshabillé leurs valets.

insolente : *Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux. Levons-nous !* La censure est tombée d'elle-même ; la liberté de la presse n'a pas eu besoin d'être décrétée : on l'a prise. Prudhomme a soudoyé un écrivain prudemment anonyme : Elisée Loustalot, qui mourra en 1790. Il recrutera après lui d'autres rédacteurs : Chaumette, Fabre d'Eglantine (l'auteur de *Il pleut, il pleut, bergère)*, Ronsin, futur général, Santhonax, Baudais, l'athée Silvain Maréchal, qui succéda probablement le premier à Loustalot, peut être aussi Camille Desmoulins, dont on reconnaît dans le journal la verve gamine et le goût des citations latines, tous écrivains plus ou moins faméliques et qui se mettent avec délices à exploiter la révolution. Dans le journal, c'est la haine de toute supériorité, l'esprit de diffamation, l'envie, la flagornerie de la canaille dénommée « peuple. »

A partir du temps où le Roi semble avoir reconquis sa popularité, en la fête de la Fédération, le journal devient chaque jour plus venimeux à son égard. On lui reproche amèrement les 25 millions qu'il a réclamés pour sa liste civile, le luxe de la reine, son esprit demeuré autrichien, ses airs méprisants, sa correspondance avec ses frères. Fouquier Tinville trouvera, en 1793, tous les éléments de son réquisitoire dans les pages de 1790 des *Révolutions de Paris*. On put voir alors la puissance prodigieuse de cette apparition nouvelle : la presse. Le journal de Prudhomme paraissait chaque semaine, sous forme de brochure de 50 à 60 pages. Il eut, dit-on, jusqu'à 200.000 abonnés. Les ouvriers ne le lisaient guère ; mais les bourgeois se repaissaient de cette littérature fielleuse et empoisonnée. Nul ne fit plus pour la désaffection de la nation vis-à-vis du roi. Pas d'invention, pas de calomnie, d'insinuation perfide qui n'y trouvât place et n'obtînt la créance des naïfs lecteurs. Comme la goutte d'eau, en tombant toujours au même lieu, creuse la pierre la plus dure, ainsi la presse, que les royalistes ne surent pas manier, — pas plus que les modérés de notre temps, — finit par ronger l'amour traditionnel des Français pour leurs princes.

Le journal de Prudhomme ne cesse de tourner à l'aigre. Il devient chaque jour plus antimonarchiste. Il trouve à redire à tout : aux politesses de l'Assemblée envers le souverain pour le jour de l'An 1791, notamment, mais surtout aux hésitations du roi à signer les lois antireligieuses. Il organise un bataillon de « tyrannicides, » et cite la lettre d'une luronne qui est prête à s'habiller en homme pour en faire partie [1]. Il grossit tout fait défavorable : la terrible journée des poignards, notamment, au 28 février 1791, petite querelle insignifiante entre gentilshommes de la cour et les gardes nationaux, mais qui prend les proportions d'un complot sinistre. Il trouve scandaleux, quand le roi est indisposé, que les députés se dérangent pour avoir de ses nouvelles, ou que l'on chante un *Te Deum* quand il est rétabli : « Nous obliger à être ivres de joie, pendant trois jours, et manifester cette ivresse en multipliant les pots à feu sur nos fenêtres, cela choque les principes d'un peuple indépendant. » Tel est son style et son esprit.

Le 2 avril 1791, Mirabeau meurt après quatre jours de maladie. Paris, la Cour, la France entière sont en suspens, pour ainsi dire, devant cette mort. On lui fait des funérailles triomphales, on l'enterre à Ste Geneviève, où une église neuve recevra ses restes. Au fronton, l'invocation religieuse doit être remplacée par la suivante : *Aux grands hommes la Patrie reconnaissante !* Mais le journal s'indigne de cette formule ; la Patrie n'a de dette de reconnaissance envers personne ! Et puis, il critique tout ce concours de peuple, tous ces regrets pour un homme qui s'est fait, en dernier lieu, le défenseur du trône, toutes ces messes et tous ces cierges autour de son tombeau. Il vitupère les bourgeois : « Le bourgeois, écrit il, n'est point démocrate, il est monarchiste par instinct. Les moutons aussi tiennent pour l'autorité d'un seul : rien ne saurait les détacher de leur berger qui pourtant les tond de si près qu'il les écorche, les vend au boucher lorsqu'ils sont gros ou les jugule lui-même pour sa cuisine... Le bourgeois est de même : sur l'échelle des êtres, il faudrait le placer entre l'homme et le mulet... » On voit le ton et comment peu à peu le journal allume les haines dans les cœurs. Les jours ne sont pas loin où le berger et les moutons tout ensemble seront jugulés par les disciples et lecteurs assidus de ces diffamateurs soudoyés. Ils n'ont, eux, qu'un nom à la bouche : Robespierre. Ce nom est encore bien peu connu du public ; il le sera sous peu d'années. Celui-là sera un berger qui ne tondra pas et n'égorgera pas les brebis !

Le dimanche 17 avril, Louis XVI a reçu la communion de son grand-aumônier, le cardinal de Montmorency, non « sermenté », en présence du maire Bailly et de La Fayette. Les révolutionnaires sont furieux. Le lendemain quand le Roi veut partir avec les siens pour St-Cloud, la foule s'y oppose. La Fayette essaie en vain d'assurer sa liberté. Il faudrait une bagarre. Louis XVI se résigne ; il ne part pas. Il est probable que, dès ce jour, il songe à la fuite qui deux mois plus tard doit s'arrêter à Varennes.

VI

De cette escapade, si mal préparée, si mal réussie, nous ne rapporterons ici que les réactions sur la vie parisienne.

Au matin du 21 juin, le bruit se répand comme une traînée de poudre que le Roi est parti ! On

[1] Il félicite un citoyen qui a reproché au petit Dauphin de se promener aux Tuileries sans la cocarde tricolore, et a refusé de se découvrir devant lui — Il propose que l'Assemblée fasse subir un examen à cet enfant royal, qui n'a que six ans ! Il dresse le tableau des livres qu'il faut lui permettre : *Fables* de la Fontaine, Bible, *Télémaque* avec corrections, pas l'*Histoire universelle* de Bossuet surtout. Un livre excellent serait au contraire celui qui vient de paraître : *Les Crimes des Rois de France depuis Clovis jusqu'à nos jours.*

tire le canon, les cloches de toute la ville sonnent le tocsin, au Carrousel s'amasse une foule immense, muette de stupeur. La France n'a plus de roi. On chuchote qu'en partant, il a ordonné un massacre général des citoyens. Bientôt pourtant on se rassure. On apprend que l'Assemblée a décidé que le Roi n'est pas parti, mais qu'il a été enlevé par des partisans trop zélés [1]. Bref, Paris a eu peur. Mais la vie continue. Le soir, les théâtres sont pleins. Le lendemain on se réveille tranquille. On n'a pas de roi et l'on ne s'en porte pas plus mal. L'idée républicaine fait son chemin.

Le mercredi 22 juin, vers 10 h. du soir, l'Assemblée apprend que le roi a été arrêté. Le samedi 25, il rentre à Paris. « Tout était triste, écrit un témoin, un million d'hommes sont allés dans un morne silence aux Champs-Elysées pour le voir arriver. Voir son Roi passer au milieu de 18.000 baïonnettes, dont une partie frappaient contre la voiture! Notre pauvre reine baissait la tête presque sur ses genoux pour se soustraire à ce triste spectacle. » Place Louis XV, des gamins montés en croupe sur le cheval de bronze essuient en riant les joues du feu roi, comme s'il pleurait de l'humiliation de son successeur! A partir de ce moment, le roi et la reine sont presque prisonniers au château. Le Dauphin seul est autorisé à prendre l'air sur la terrasse. Et le journal de Prudhomme s'indigne de ce que quelques passants ont eu la lâcheté de crier : *Vive le Dauphin!*

Le 10 juillet, sous une pluie battante, défile le cortège qui conduit au Panthéon la dépouille mortelle de Voltaire. On s'est arrêté exprès sous les fenêtres du pavillon de Flore, pour que le Roi, en voyant cette pompe, la compare à celle de son retour de Varennes. Prudhomme ne perd pas cette occasion d'insulter Louis XVI : « Les applaudissements donnés à Voltaire, écrit-il, causaient à Louis Capet des terreurs paniques : il lui semblait déjà que le peuple allait fondre sur les Tuileries et l'obliger à suivre à pied le char triomphal, de compagnie avec sa chaste moitié... » Au vrai, le journal de Prudhomme enrage : l'Assemblée n'a pas voulu prononcer la déchéance du roi; elle vient de le proclamer « inviolable ». L'équipe des *Révolutions de Paris* entre en lutte contre les députés. Elle réclame pour le Roi le supplice des criminels de lèse-nation. Et le journal ose écrire les lignes suivantes :

« Toi, Antoinette, toi qu'un peuple généreux voulait forcer à être heureuse, toi, destinée à faire respecter celui que tu as toujours avili... Tu as formé le dessein de ne rentrer dans cette cité que pour écraser sous les roues de ton char ses malheureux habitants... Le massacre de Paris devait être le jour de ton triomphe... Mais tu pâlis! Ne crains pas pour tes jours. Ton sang ne souillera pas le sol de la France... C'est dans ton cœur que tu trouveras ton bourreau. Déjà le burin de l'Histoire t'assigne une place parmi les monstres couronnés : Antoinette est déjà rangée au nombre des grands scélérats!... »

Et désormais il ne paraîtra plus un n° qui ne contienne sa bordée d'injures contre cette « auge à porc qu'est le trône de France. »

Pour achever de peindre Prudhomme, l'entrepreneur de ces ignominies, disons qu'en 1814, lors de la Restauration, il osera publier une *Histoire de la vie privée et politique du vertueux Louis XVI.*

Dans cette lamentable histoire, une période de demie accalmie se situe dans les derniers mois de 1791. Louis XVI a accepté la Constitution, le 13 septembre. Son message, habilement rédigé, a soulevé les bravos de l'Assemblée. Cependant le lendemain, jour où il vient en séance, on lui fait de petites avanies : au dernier moment, on a enlevé le dais sous lequel il devait être reçu; on lui a préparé un fauteuil, mais *à gauche* de celui du Président de l'Assemblée, pour bien signifier que la Nation est souveraine et que le Roi n'est plus que son commis. Le Roi commence à lire son discours. Soudain il s'aperçoit que tous les députés se sont assis et couverts, alors que lui-même est debout et découvert; il pâlit, s'assied et se couvre. Son discours est par ailleurs très applaudi et l'Assemblée le reconduit. A partir de ce jour, il est un peu plus libre. Il va à l'Opéra; on ne lui ménage pas les ovations. Tout le monde croit la révolution close. Les illuminations, les fêtes se succèdent. La nation semble réconciliée avec son souverain. Prudhomme lui-même avoue que Louis XVI dut être convaincu « qu'il était aimé jusqu'à l'idolâtrie. » Les factieux estiment que la partie est perdue pour la République dont quelques-uns rêvent

Le 30 septembre, la Constituante reçoit le Roi, en sa séance de clôture. Sa tâche est accomplie. Les extrémistes la vouent à l'exécration : « Enfin, ils sont partis, ces mandataires infidèles, chargés d'or et de malédictions. Ils sont partis, ces architectes politiques, payés sans doute pour dégrader l'édifice social à mesure qu'ils le réparaient... » Et les mêmes individus organisent une ovation à Robespierre. Les meneurs n'ont pas désarmé. Mais Paris est confiant. Louis XVI est libre. Le 3 octobre, il peut aller à la chasse; il tue trois faisans, — les derniers, — ce qui porte à 190 528 le nombre de pièces de gibier abattues par lui. Il peut s'offrir quelques promenades, jusqu'à Meudon, Ecouen, St-Brice. Il apercevra même de loin son cher palais de Versailles, dont il n'ose plus approcher.

VII

La Législative s'est réunie le 1er octobre. Que sera cette assemblée composée d'hommes nou-

[1] On colporte un mot de La Fayette : « Le pays hérite de 25 millions, tous les citoyens ont gagné aujourd'hui un franc de rente » La foule entre aux Tuileries, on visite les appartements vides. « Messieurs, regardez tout, mais ne touchez à rien » : cette recommandation part de tous les groupes et elle est observée. Sur le lit de la reine, une jolie fille s'installe et vend des cerises, à six sols la livre Des loustics ont écrit à la craie sur la grande porte : *Logement à louer.* Quand le vaguemestre apporte le courrier du Roi, on lui crie : *Parti sans laisser d'adresse!* Les crieurs de journaux clament dans les rues : *Il a été perdu un roi et une reine, récompense honnête à qui ne les retrouvera pas!*

veaux, sans expérience, « mécontents de n'être appelés que pour maintenir l'œuvre de leurs devanciers, mécontents de trouver la pièce finie, la toile baissée » ? On ne leur laissait qu'un trône à renverser. Ils vont le secouer avec acharnement.

Cependant l'hiver de 1791-1792 est très brillant. Si bien des hôtels de l'aristocratie sont fermés, ceux de la bourgeoisie n'en sont que plus fréquentés : réunions mondaines, spectacles, bals, concerts, dîners se succèdent.

Pourtant, une apparition sinistre se généralise. Dans les beaux quartiers, les élégants et les élégantes se voient frôlés, insultés, ridiculisés par des oisifs insolents et manifestement soudoyés : figures sordides, recrutées dans les bouges. « Leurs uniformes sont de vieilles hardes de tout genre, déchirées de partout, des bas noirs troués, des culottes en loques, de mauvais gros souliers où le pied passe au travers, des bâtons noueux lourds comme des massues et des bonnets rouges du plus bel écarlate, très fins et qui coûtent plus de six francs pièce. » Ils n'ont plus de Bastille à prendre : ils pillent les boulangeries en réclamant du pain, se promènent sous les fenêtres des Tuileries avec affectation. Des mégères, usurpant le titre de poissardes, envahissent l'assemblée, dansent dans la salle en rond, entonnent le *Ça ira !* et clament : *Vivent les sans-culotte !* On plante des arbres de la Liberté. Paris méprise ces bandes suspectes ; mais l'armée de la révolution demeure sur le pied de guerre.

Le 20 avril 1792, Louis XVI, les larmes aux yeux, vient à l'Assemblée déclarer la guerre à l'empereur Léopold, son beau-frère. C'étaient les luttes tragiques de la Révolution et de l'Empire qui commençaient : vingt-trois ans de guerres continues ! Paris l'apprit avec insouciance : « Jamais, écrit Mercier, il ne fut intimidé : on riait du plan de défense comme absolument inutile, vu qu'aucun ennemi n'oserait attaquer la grande ville. »

Les extrémistes profitent de l'état de guerre pour se faire plus menaçants. La journée du 20 juin est leur première tentative. On connaît les noms de quelques meneurs. Ce sont des gens obscurs et louches : Gonor, gendarme licencié, un des vainqueurs de la Bastille, — Cuirette-Verrières, un bossu ami de Marat, — le polonais Lazowski, — l'américain Fournier, — l'imprimeur Momoro, — un aventurier nommé Rotondo, arrêté l'année précédente, en même temps que le juif allemand Ephraïm, soupçonné d'être un stipendié de la Prusse, qui lui aurait donné 600.000 livres pour entretenir des ferments révolutionnaires en France ! Le 20 juin ne devait être qu'une promenade pacifique : défilé devant l'Assemblée, puis aux Tuileries, plantation d'un arbre de la Liberté au Carrousel, sous les fenêtres du palais. Deux à trois cents bandits soldés entraînèrent vingt mille badauds. Les premiers seuls étaient armés de piques, bâtons ferrés, haches, marteaux, même de pelles et couteaux emmanchés. Un homme à mine farouche paraissait fort empêtré d'une tripaille embrochée à sa pique, avec cette inscription sanguinaire : *Cœur d'aristocrate,* répugnant trophée qu'il dut bientôt abandonner. Le reste de la foule était plein de joie, de bonne humeur et portait des rameaux verts, des fleurs, des épis de blé.

On sait les détails de la manifestation, le calme du Roi, bloqué pendant sept heures par la cohue, son mot historique : « Mettez la main sur ma poitrine et vous verrez si j'ai peur. » Le nom de l'homme à qui cela fut dit est connu : Jean-Michel Gessé, garde national du bataillon de Ste-Opportune. Les bandits avaient espéré que quelque forcené attenterait à la vie du souverain. Mais le sang-froid du prince, la douceur et la patience de la reine émeuvent le bon peuple, qui finit par s'attendrir. On entendit Santerre maugréer : « C'est une affaire manquée. »

Le courage pacifique du Roi a soulevé l'admiration de tous. Des protestations s'élèvent dans Paris, affluent des provinces contre les organisateurs de cette journée. Le parti jacobin sent qu'il ne peut plus compter que sur la plus vile canaille. Il s'acharne ; il redouble ses invectives contre le Roi. Il fait appel aux « brigands de toutes les provinces. » Une inquiétude pèse sur la cité. On attend du monde d'un peu partout... Le souvenir des « Marseillais » est seul resté. Un gros volume a été publié pour démontrer que ces 516 volontaires appartenaient à la bourgeoisie la plus recommandable de Marseille. En ce cas, il faut croire que leur long voyage à travers le pays les avait bien transformés physiquement et moralement. Thiébault, qui assistait à leur arrivée, ne se souvenait pas d'avoir rien vu

> « de plus hideux que ces cinq cents enragés aux trois quarts ivres, presque tous en bonnets rouges, les bras nus et débraillés, suivis par la lie du peuple... et fraternisant de cabaret en cabaret avec des bandes aussi redoutées que celles qu'ils formaient... Ils parcouraient en farandole les principales rues et une partie des boulevards où nous les vîmes passer ; nous eûmes même l'intention de nous joindre aux badauds qui les suivaient, mais l'indignation et le dégoût nous arrêtèrent bientôt et nous les laissâmes se diriger vers les Champs Elysées... [1] »

Mais pendant que les honnêtes gens s'indignaient, les jacobins étaient dans la joie. Le *Père Duchesne* gloussait d'admiration devant les « héros du Midi. » Les jacobins méditaient une attaque des Tuileries. Elle fut remise à quelques jours. Les Marseillais furent renforcés d'une seconde troupe venue de Limoux, Rodez, Arles, Nantes et Bordeaux, de deux à trois cents Brestois et de la fameuse « légion des Allobroges. »

C'était la fine fleur de la révolution dans tout le pays. Le député Blanc Gilli, des Bouches-du-Rhône, avait lancé, un mois auparavant, cet avertissement : « N'oubliez pas que ces bêtes féroces, qui ont rempli le midi de carnage et de

[1] Les Marseillais avaient fait 27 jours de route. Ils atteignirent Charenton le 29 juillet. Ils furent accueillis par le fougueux Barbaroux, les futurs conventionnels régicides Bayle, Bourdon de l'Oise, l'anarchiste Fournier, le fou furieux Héron, pourvoyeur futur de la guillotine.

désastres, se trouvent maintenant dans vos murs. J'en rencontre tous les jours sur mes pas et un très grand nombre est encore en route... » Le 30 juillet, on lisait ceci sur un placard adressé aux Parisiens :

« Parisiens, c'est vraiment aujourd'hui que la patrie est en danger... Qu'est-ce que ces Marseillais ?... Que veulent-ils ? Que prétendent-ils ?... Ce qu'ils demandent, c'est le renversement de tous les privilèges,... c'est le meurtre de tous ceux qui, jouissant par des moyens légitimes d'une honnête existence, ont quelque intérêt au maintien de l'ordre. Ce qu'ils prétendent, c'est... asservir le peuple français à la plus avilissante des servitudes. Leur plan est arrêté : ils arrivent avec des tables de proscriptions et le nom de Louis XVI est à la tête de la liste. »

Mais ces avertissements demeurèrent sans effet. Et ce fut le 10 août, l'envahissement du Carrousel par l'émeute, l'interdiction aux Suisses de se défendre, la retraite du Roi au sein de l'Assemblée, le massacre des gardes, le pillage des Tuileries, et trois jours plus tard, l'internement de la famille royale au Temple. Voici ce que vit le poète Arnault, qui rentrait à Paris le jour même, parfaitement ignorant de ce qui arrivait. M^lle Contat, charmante artiste de la Comédie-Française, le retint à déjeuner et lui raconta les faits : « Tout est perdu, dit-elle, les brigands sont les maîtres, que deviendrons-nous ? » Arnault la quitte vers cinq heures. Il se rend sur les lieux de l'émeute :

« Dans les fossés de la place, écrit-il, je vis d'abord plusieurs têtes que, las de s'en amuser, les assassins avaient abandonnées comme on abandonne une boule, quand on est las de jouer aux quilles. Le jardin des Tuileries était ouvert à tout le monde ; mais vu les scènes qui venaient de s'y passer, je suivis les quais pour éviter l'aspect du carnage... Le quai était jonché de cadavres, dont le nombre s'accroissait de ceux qu'on y précipitait, à chaque instant, de la terrasse du jardin, aux acclamations de ces individus qui se transportent et fourmillent partout où il y a quelque chose à voir, engeance qui disparaît dans les jours paisibles, mais qui, à l'occasion d'une fête ou d'un supplice, sort de dessous le pavé, engeance qui n'est ni bonne ni méchante, mais qui, essentiellement curieuse,... sanctionne si souvent, par sa présence, les actes qui lui inspirent le plus d'horreur. »

Mais le carnage est strictement localisé : au Carrousel, rien de plus. Le reste de la ville est calme. On dansait dans les guinguettes. Au Marais, où Arnault alla souper, on ne savait rien de ce qui s'était passé.

Ce récit d'Arnault est confirmé par celui d'une petite ouvrière, Marie-Françoise Monnard, dont le journal est encore en grande partie inédit :

« Dès huit heures du matin, écrit-elle, je parle du 10 août 1792, on entendit battre la générale, le tocsin d'alarme sonnait, on criait aux armes !... Une espèce de patrouille armée de piques et de sabres ensanglantés, dont ils donnaient des coups dans nos carreaux, criaient *(sic)* : Fermez vos boutiques ! Ils portaient au bout de leurs piques une tête encore saignante qu'ils venaient de couper à un homme qui, soi-disant, faisait partie d'une fausse patrouille qu'ils avaient rencontrée dans les Champs-Elysées ; ils se penchaient de droite et de gauche pour la faire baiser aux passants. En moins de trois minutes, les boutiques furent fermées et la rue évacuée. Nous demeurions au premier et en face de notre boutique ; il y avait des jalousies aux croisées à travers lesquelles nous pouvions voir et entendre le canon que l'on tirait place du Carrousel et qui ronfla pendant quatre heures, sans discontinuer. Les patrouilles des sections, lorsqu'il venait un « hourra ! » couraient et raccouraient sans savoir où elles allaient. Dans les rues, on massacrait les hommes et les suisses qui se sauvaient du château des Tuileries. Combien d'horreurs je me rappelle avoir vues à travers les jalousies ! entre autres, trois sans-culottes tenant un grand bel homme par le collet de sa redingote ; ce malheureux leur disait : « Conduisez-moi à la section, » ce qu'ils refusaient de faire. Cet homme chercha à se débarrasser de leurs griffes en laissant glisser de ses bras les manches de sa redingote ; il n'en fallut pas davantage pour qu'il fût assassiné : ils lui portèrent un coup de crosse de fusil sur le front et achevèrent de le tuer. Ils lui prirent sa montre, ses vêtements et le laissèrent nu... J'ai vu au moins quinze femmes, les unes après les autres, monter sur le cadavre de cette victime, dont les entrailles sortaient de toutes parts, disant qu'elles éprouvaient du plaisir à fouler l'aristocratie sous leurs pieds. Ce genre de massacre dura six heures pendant lesquelles aucun cadavre ne fut enlevé. Il suffisait ce jour-là d'avoir l'air empressé de se soustraire à ce vacarme et d'être proprement vêtu, pour être soupçonné d'aristocratie et être arrêté, assassiné et ensuite volé. Vers deux heures de l'après-midi, le calme commençait à renaître ; M^me Amé (sa patronne) m'envoya, et je ne demandai pas mieux, dans les environs des Tuileries pour savoir ce qui s'y passait. Au milieu de la rue de l'Echelle étaient environ trois cents cadavres. Les révolutionnaires étaient dans le château et en cassaient les vitres, jetaient des paquets par les croisées et des hommes qu'ils avaient assommés : ils volaient, pillaient. Dans ce palais c'était un désordre épouvantable... Ne me trouvant pas trop en sûreté parmi tout ce tumulte, je m'en retournai par le cul-de-sac Dauphin... On avait pris l'église St Roch pour déblayer les rues des cadavres : la quantité qu'il y avait me fit tressaillir de terreur.

Je revins par la rue St-Honoré, dans laquelle étaient encore des morts épars, entre autres un que les révolutionnaires mettaient debout contre la porte d'une lingère et lui fourraient de la boue dans la bouche. Assurément, *ce ne fut pas le peuple qui assomma, assassina ce jour-là.* Rien ne peut donner plus de preuves qu'il ne prend fait et cause d'aucun parti politique et sanguinaire, s'il n'est stimulé et payé pour cela, que les traits d'humanité dont il a donné tant de preuves en cette journée. »

Nous retiendrons surtout cette dernière affirmation : ce ne fut pas le peuple qui assassina. C'étaient des assassins à gages. Qui donc avait lâché ces bêtes fauves sur le palais du Roi ? Le 11 août, Danton prenait possession du ministère de la Justice. Il était, au fond, le grand chef secret de tout le mouvement. Il n'approuvait pas tout, certes, car il n'était pas dépourvu de tout sentiment humain. Mais il était de ceux qui pensent que « l'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. » Il a expliqué plus tard son propre destin :

« Mes études finies, disait-il, je n'avais rien, j'étais dans la misère, je cherchais un établissement. Le barreau de Paris était inabordable, je ne pouvais, sans prétention, entrer dans le militaire, sans naissance et sans protecteur. L'Eglise ne m'offrait aucune ressource. Je ne pouvais acheter une charge, n'ayant pas le sou. Mes anciens camarades me tournaient le dos. La révolution est arrivée : *moi et tous ceux qui me ressemblaient, nous nous y sommes jetés.* »

Cette histoire est celle de tous les meneurs du temps : Fréron, Parein, Brissot, Camille Desmoulins, Buzot, Hébert, Robespierre, etc., etc. Danton n'hésitait pas à dire que la monarchie avait commis une grande faute en multipliant les bourses d'étudiants pauvres. Elle avait de la sorte jeté dans la société une foule de ratés et d'aigris, qui servirent de cadres à la révolution. C'est une leçon dont notre temps pourrait profiter, s'il n'était trop tard ! « Nous sommes de la canaille, concluait Danton, nous sortons du ruisseau et nous pensions y être bientôt replongés : nous ne pouvons gouverner *qu'en faisant peur.* » Et voilà ce qui fait comprendre les massacres de septembre, la Convention, la Terreur, le règne de la guillotine [1].

VIII

Nous passerons rapidement sur les pages qui suivent dans le vivant exposé de M. Lenôtre. Les massacres de septembre ont déjà été racontés ici-même [2]. Nous terminerons ce résumé par le récit de la mort du Roi [3].

La Convention s'est réunie le 21 septembre 1792. Les députés arrivaient très animés contre la monarchie, qu'ils détruisirent dès la première séance. Ils étaient les élus des clubs. L'immense majorité des électeurs s'étaient réfugiés dans l'abstention. Danton, interrogé sur la valeur du parti montagnard, disait : « Ce sont tous des bougres d'ignorants, n'ayant pas le sens commun, et patriotes seulement lorsqu'ils sont soûls. »

L'un des premiers soins de cette assemblée fut de mettre le roi en jugement, contrairement à la Loi qui l'avait proclamé « inviolable ». Paris est hostile à cette réunion de députés braillards. « Il semble douter de ce qu'il voit ; il ne conçoit pas qu'on commence ce procès, il n'imagine pas qu'on l'achève... La majorité de la population est opposée à cette mesure. » De fait, l'assemblée hésite, tâtonne. Mais les Girondins sont divisés, intimidés. Le parti des Montagnards, conduit par quelques hommes décidés et sans scrupules, veut mettre du sang dans les fondations de la République. Pourtant le peuple manifeste clairement son sentiment : le 18 décembre, les poissardes déposent « chez M. Target, qui a refusé de défendre le Roi, une poignée de verges, et des fleurs chez Tronchet qui assume cette mission périlleuse. » Les dames de la Halle portent au second avocat, Malesherbes, une couronne de lauriers. Marat, qui a osé s'introduire chez Talma, le célèbre acteur, au cours d'une soirée, est mis à la porte par le maître de maison et l'acteur Dugazon promène une cassolette de parfums à tous les lieux où « le misérable pamphlétaire a passé. » On chante dans les rues des complaintes en faveur du roi. Le journal *Les Révolutions de Paris* écrit : « J'ai vu, oui, j'ai vu le buveur laisser tomber dans son verre une larme en faveur de Capet. La République française est, aux trois quarts, royalisée. » La pièce *L'Ami des Lois,* représentée le 3 janvier 1793 à la Comédie-Française, et où « les démagogues seraient peints, avait-on dit, traits pour traits, » fut un trépignement de joie pour les assistants. Des bravos vengeurs saluèrent les vers suivants, contre Robespierre et Marat :

Patriotes ? Eh qui ? Ces poltrons intrépides
Du fond d'un cabinet prêchant les homicides...
Qui pour faire haïr le plus beau don des dieux
Nous font la liberté saugrenue ainsi qu'eux.
Voilà vos souverains.
Honteux d'avoir été, plus honteux encor d'être,
Brigands, l'ombre a passé, songez à disparaître !

La Commune, inquiète du succès de cette pièce, l'interdit. Le même jour, 30.000 manifestants veulent prendre le théâtre d'assaut, en réclamant à grands cris la pièce défendue. Santerre, le brasseur devenu général, accourt avec des troupes et du canon. Il entre dans la salle ; des huées l'accueillent : « A bas le général mousseux ! A bas le 2 septembre ! A la porte ! La pièce ou la mort ! »

Effectivement, la pièce est autorisée à neuf heures du soir : la Convention a cassé l'arrêté illégal de la Commune. La salle est en délire ; la pièce, applaudie sans fin, ne se termine qu'à une heure du matin. La Commune furieuse ordonne la fermeture de tous les théâtres, et la Convention cède [1].

[1] Il est curieux de noter que le bourreau, Sanson, connu comme royaliste, se trouvait en prison depuis le 13 août, quand commença à fonctionner la machine de Guillotin. Après la troisième tête coupée, il fallut le faire sortir de sa prison. Il fut bientôt le fonctionnaire le plus occupé de France !

[2] C'était déjà d'après une étude de Lenôtre ; voir *Ami* du 24 décembre 1931, p. 883 et suiv.

[3] Nous noterons seulement de nouveau que, durant les massacres de septembre, le public parisien demeure ou ignorant de ce qui se passe, ou stupéfait de l'audace des assassins, ou franchement sympathique aux victimes, qu'il sauve quand il le peut. Les massacres furent accomplis par un nombre restreint de brutes sadiques ; les documents du temps l'affirment sans ombre de doute. Ils estiment avec horreur le total des victimes à sept à neuf mille ; l'histoire a ramené ce chiffre hyperbolique à 1532. La vie parisienne continuait durant ce temps. Mais à partir de cette date, tout ce qui est officiel change d'allures. Le débraillé devient à la mode. Les beaux uniformes de la garde nationale disparaissent. Les maîtres de Paris sont des brigands, commandés par ces ratés que nous avons énumérés plus haut et dont Camille Desmoulins, comme Danton, a donné la formule : « Le plaisir de montrer mes forces à ceux qui m'avaient méprisé, de rabaisser à mon niveau ceux que la fortune a placés au-dessus de moi. Ma devise est celle des honnêtes gens : *Point de supérieurs !* » — Il n'ajoutait pas qu'il ne voulait point d'*inférieurs !* Et il oubliait qu'il n'est point de régime qui n'ait ses aristocrates et ses profiteurs.

[1] Malgré cela, le 14 janvier, le public envahit encore la Comédie-Française, en dépit de Santerre et de ses